



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

universités

Question au Gouvernement n° 3069

Texte de la question

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

M. le président. La parole est à Mme Catherine Vautrin, pour le groupe Les Républicains.

Mme Catherine Vautrin. Monsieur le secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, enfin le Gouvernement retrouve un ministre en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche après plusieurs mois de vacance, comme si cette vacance n'était rien d'autre que le reflet de la déshérence dans laquelle se trouve l'université française.

Le budget 2015 de l'enseignement supérieur est en baisse de 5 millions, et encore, après intervention du Président de la République sur demande de la conférence des présidents d'université. Les élus s'étaient mobilisés devant cette difficulté. Les contrats de plan en cours de signature sont historiquement bas et, trop souvent, ce sont les collectivités locales qui sont venues boucher les trous pour remplacer les dotations de l'État, trop souvent manquantes, et permettre qu'enfin des projets puissent sortir. Ce sont donc, une fois encore, les collectivités qui vont permettre l'investissement.

Quant à l'autonomie des universités, c'est très simple, vous avez bafoué ce principe puisqu'avec un hold-up de 100 millions d'euros, vous avez stoppé la capacité d'investissement des établissements les plus vertueux.

Mme Valérie Pécresse. C'est vrai !

Mme Catherine Vautrin. Je pourrai continuer ainsi sur l'état déplorable des campus, peu attractifs pour nos étudiants. Voilà l'inventaire qui vous attend, monsieur le secrétaire d'État. Alors, au-delà de nos vœux de courage, je voudrais vous dire qu'il vous revient de changer de paradigme. Quelques questions simples : quel budget pour 2016, quels engagements pour la clause de revoyure des contrats de plan État-région ? Et pour la vie étudiante, au-delà des comités Théodule, à quand des moyens et des actions concrètes ? En un mot, les collectivités sont prêtes à vous accompagner, il n'y a qu'un seul absent, c'est l'État. Que va-t-il faire ? Nous attendons vos réponses. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

M. Thierry Mandon, secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche. Madame la députée, je vous remercie de votre question qui me donne l'occasion de saluer – contrairement à une partie de vos propos – les efforts qui ont été faits ces dernières années en matière de scolarité, d'enseignement supérieur et de vie étudiante.

Vous avez oublié dans votre question – et je veux y voir un oubli tout à fait fortuit – l'effort considérable qui a été

fait depuis le début de ce quinquennat pour améliorer les conditions concrètes des étudiants dans les universités.

Je veux parler de l'effort en matière de vie étudiante, qui a absorbé à lui seul, sur plusieurs exercices depuis 2012, plus de 300 millions d'euros de crédits supplémentaires en développement des bourses et en amélioration du système de scolarité des étudiants. Au moment où la démocratisation de l'enseignement supérieur est un objectif partagé par l'ensemble de la nation, cet effort qui a été piloté par Geneviève Fioraso mérite d'être salué comme il convient. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Évidemment, nous n'en sommes pas quittes, et je partage là un certain nombre de vos interrogations. Nous ne sommes pas quittes, tout d'abord, de l'importance vitale pour notre pays de l'effort de recherche dans la durée.

Cet effort a été stabilisé depuis deux quinquennats. Il n'a pas bénéficié de surcroît de crédits dans les difficultés budgétaires que nous avons connues, il n'a pas non plus fait l'objet de coupes budgétaires. Mais il est absolument certain qu'au moment où nous redéfinissons notre stratégie nationale de recherche pour les années qui viennent, les projections en termes budgétaires des crédits qu'il nous faudra trouver sont très importantes, et de ce point de vue, nous devons relancer un certain nombre d'investissements avec l'aide de l'Europe et de l'Agence nationale pour la recherche.

Je ne doute pas que, sur tous ces bancs, nous aurons l'occasion lors de la discussion budgétaire de trouver les moyens d'une relance de l'effort indispensable pour notre pays. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Vautrin](#)

Circonscription : Marne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3069

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Enseignement supérieur et recherche

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [1er juillet 2015](#)